

Populaire qui a promis « Le Pain ! La Liberté ! La Paix ! » et qui voudrait réitérer sa promesse chaque année devant des prolétaires qui sont appelés à comprendre que ce triple mot d'ordre est synonyme de situation de guerre impérialiste, d'Union Sacrée et qu'il n'a, hélas, pas plus de signification que cette autre duperie : « Liberté ! Egalité ! Fraternité ! » dont même les bourgeois de la France portent l'inscription sur leur fronton.

Les ouvriers français danseront donc une fois de plus. Les laquais sanglants du Front Populaire, les hyènes de la guerre, battront la mesure dans un Paris en liesse où l'esprit du prolétariat sera absent. Mais aucune fanfare n'étouffera la rumeur sourde, le bouillonnement de situations qui rongent l'édifice capitaliste. La vieille taupe de l'histoire, dont parlait Marx, fait son travail de sape et le sol où l'on danse aujourd'hui pourrait devenir le terrain des bouleversements sociaux de demain.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que le climat des événements s'est élevé considérablement dans tous les pays. Et la France aussi est grosse d'événements. Ce 14 Juillet de « fraternisation » des classes pourrait bien être le dernier : aux fêtes capitalistes pourraient succéder les batailles prolétariennes. Cela la bourgeoisie ne l'ignore pas complètement car les difficultés de la situation restent : il n'y a que le prolétariat qui ne peut s'y préparer et là réside la profonde tragédie sociale que nous vivons dans ce pays.

Nous avons à établir le bilan de l'antifascisme qui est la force essentielle qui a triomphé des ouvriers français. Nous avons à en démasquer les « mystères », les duperies et à retrouver, dans des positions politiques centrales, la conscience de classe du prolétariat qui doit lui permettre d'affronter l'orage et dont tout le monde s'évertue à faire l'inévitable victime.

Ainsi, comme Herriot en 1925, Blum est tombé par la faute du « Mur d'Argent », ce fameux mur représenté par les « 200 familles ». Le Sénat « réactionnaire » (pourquoi l'est-il moins que la Chambre ?) n'a fait que prêter l'oreille au « Mur » et la catastrophe s'est déterminée. En quelques jours la fuite des capitaux qu'Auriol voulait arrêter s'est accélérée et le cabinet Chautemps qui se présentait avec le même programme que Blum y a trouvé prétexte

pour aggraver les dispositions fiscales de son prédécesseur et procéder à une nouvelle dévaluation monétaire.

Le même Sénat « réactionnaire » qui ne voulait plus de Blum a accepté Chautemps avec un programme de pleins pouvoirs plus avancé.

A première vue, une série d'événements paraissent contradictoires. Le « Mur d'Argent » rejette Blum mais accepte ses projets remaniés par Chautemps lequel s'empresse de jurer fidélité au Front Populaire. Blum n'a pas de plus pressant souci que d'adjurer le Congrès S.F.I.O. de Marseille de maintenir la participation gouvernementale et de s'incliner devant ces Messieurs de la finance. Le parti communiste qui avait donné ses voix à Blum, après bien des marchandages, s'incline sans mot dire devant Chautemps et ses projets tout en maintenant son offre gratuite de participation.

En réalité, ce jeu de polichinelles, ce Grand Guignol, ne nous donnera aucune explication. Pas plus d'ailleurs que les invectives contre le fameux « Mur d'Argent ». Le seul mur que les ouvriers connaissent c'est celui de la domination capitaliste qui, au travers de ses multiples rouages, actionne l'appareil d'Etat. Le capital financier qui a sous sa coupe l'ensemble de l'industrie française et vit au sein de l'Etat qui est son fondé de pouvoir pour le placement si avantageux des emprunts extérieurs, s'exprime dans tous les partis qui agissent au nom du capitalisme, aussi bien ceux du Front Populaire que ceux de droite. Le mystère du « Mur d'Argent » est en réalité le mystère de la mystification des ouvriers français qui sous des drapeaux tricolores et rouges sont appelés à agir contre le « Mur d'Argent » et pour le maintien de la domination capitaliste qui s'incarne précisément en lui.

L'analyse des faits mettra mieux en évidence cette situation alors qu'elle jettera un peu de lumière sur les remous politiques si contradictoires que nous vivons actuellement.

Jusqu'au moment de la « pause », le Front Populaire a vécu ses grands jours, mais le capital financier ne fit pas sentence. La première dévaluation se fit au profit exclusif de ce dernier qui diminua les charges d'emprunt pesant sur l'industrie où il participe et lui permit de raffler sur les dépôts des petits épargnants. La

masse des capitaux décongestionnés et qui ne trouva plus d'issue, soit dans les placements extérieurs, soit dans l'économie française, fut inévitablement acheminée vers la production vers la guerre. Blum résolut à cette époque le problème par une traite sur l'avenir » en grevant les budgets du présent et de l'avenir, d'emprunts fournis par les banques. Jamais le « Mur d'Argent » ne travailla en une telle harmonie avec ce gouvernement « populaire ».

C'est toujours dans ces « jours gris » que les prolétaires purent lutter pour le rajustement des salaires qu'ils obtinrent provisoirement, alors que le capitalisme jetait les cadenas des lois sociales, de l'arbitrage obligatoire, afin d'empêcher les prolétaires d'obéir aux impulsions du climat social tendu où ils vivaient et de les contraindre à se cantonner sur le terrain de la légalité et du respect des lois républicaines.

Mais cette période aussi couvrait ses contradictions et, malgré l'atmosphère de calme des luttes « rières », elle ne faisait que précipiter sous une forme concentrée tous les contrastes propres à la période de dépendance du régime.

La proclamation de la « pause » de Blum coïncidait avec le point extrême de deux cours : l'Union Sacrée revêtait les formes de l'hystérie centriste de l'intervention à tout prix en Espagne ; l'économie de guerre avait englouti la marge de capitaux laissés par la dévaluation. Blum se refusait à marcher dans la guerre généralisée (ainsi qu'il l'a d'ailleurs confirmé au Congrès de Marseille) : les capitaux refusaient de venir à Blum malgré le taux mirobolant de son emprunt national. Le seul chemin était « la pause » qui consistait dans une politique d'économie, de déflation, mais il fallait aller au delà de la pause : le Sénat a donné le la et Blum a obéi en prenant la place de vice-Chautemps. Il fallait empêcher les mouvements ouvriers parce que l'on ne pouvait plus mettre à profit les répercussions sur l'économie générale de l'effervescence produite par l'intensification de l'industrie des armements : le capitalisme ne pouvait désormais plus tolérer les luttes revendicatives.

La solution de Blum fut provisoire et ne pouvait que l'être. Les événements de Clichy montrèrent à tous que la tension sociale subsistait. D'autre part, l'interventionnisme des centristes en Espagne com-

me exutoire à la situation et moyen de consolider l'Union Sacrée, se heurtait à une possible aggravation de la situation en Italie et en Allemagne. Blum « remit ça » et se contenta de trépaner dans l'étau de l'arbitrage obligatoire les mouvements ouvriers, seule façon de les maintenir dans l'orbite du capitalisme et dans la ligne du Front Populaire alors que l'on se contentait des quelques économies réalisées par sa petite déflation. Peut-être espérait-on aussi griser les ouvriers avec le mirage de l'Exposition Universelle.

De toute façon, la « pause » fut plutôt agitée. D'une part, la tension parmi les ouvriers, d'autre part les lock-out du patronat opérant son chantage pour obtenir des crédits de l'Etat.

C'est ainsi que le développement de la situation accula la bourgeoisie à la situation actuelle.

Le gouvernement de Blum vivait d'expédients et, face à l'aggravation de la situation, évoluait vers un compromis avec la droite. Il avait accepté jusqu'aux conseillers financiers de Laval, les représentants attirés de ce fameux « Mur d'Argent » et de toute façon il apparaissait bien usé après un an de pouvoir. La dernière tentative pour maintenir un gouvernement qui avait accompli le gros du travail exigé par le capitalisme, furent les projets de Vincent-Auriol qui contenaient eux aussi la dévaluation inévitable bien que d'une façon déguisée. Pourquoi le Sénat refusa-t-il les pleins pouvoirs à Blum et pourquoi ce dernier, au nom de la Constitution, saisit-il l'occasion pour s'en aller ? Un fait est pourtant évident : sur le programme financier à réaliser aucune divergence ne se manifestait : il s'agissait d'un problème « de confiance ». La réalité paraît donc la suivante : la continuité dans la vie du capitalisme français ne peut se maintenir dans la phase ultime que nous vivons qu'au travers de secousses périodiques qui lui permettent de renouveler les impulsions du processus économique et le matériel humain qui dirige l'Etat capitaliste. Blum passe la main à Chautemps parce que la nouvelle dévaluation représente un renouvellement des facteurs qui font marcher l'économie de guerre. L'aggravation de la situation exige une modification gouvernementale correspondante et l'accession de Chautemps en est l'expression, celle qui doit redonner « con-